

50 organisations dénoncent le manque de «vision» environnementale du gouvernement Legault



Photo: Paul Chiasson Archives
La Presse canadienne

Les organisations qui critiquent le gouvernement Legault organisent une manifestation le 27 septembre, soit cinq ans après la venue de Greta Thunberg à Montréal, qu'on voit ici en 2019.

Alexandre Shields journal Le Devoir 30 août 2024

Une cinquantaine d'organisations critiquent sévèrement le [gouvernement Legault](#), accusé de manquer de « vision » en environnement, mais aussi de prendre des décisions en matière de transition énergétique « derrière des portes closes ». Ils appellent d'ailleurs à manifester dans différentes villes du Québec le 27 septembre, cinq ans après [la venue de Greta Thunberg](#) à Montréal.

Dans un communiqué conjoint publié jeudi matin, les représentants des différentes organisations écologistes, syndicales et sociales déplorent « un dialogue difficile avec le gouvernement Legault et des avancées trop lentes et insuffisantes en matière de transition sociale et environnementale ».

Les groupes soulignent notamment qu'ils ont sollicité en mai dernier une rencontre avec le gouvernement caquiste, mais que cette demande est restée lettre morte.

« Les décisions prises en vase clos ne peuvent plus continuer », accusent-ils aujourd'hui, citant en exemple la gestion du développement énergétique et industriel, « le manque de financement pour les réseaux de transport collectifs », la réforme de la Loi sur les mines et [l'épineux dossier de la protection du caribou](#).

Les organisations insistent surtout sur le besoin d'« accélérer » la transition énergétique, afin de lutter contre la crise climatique, mais aussi de bonifier substantiellement les mesures en matière d'adaptation aux conséquences des dérèglements du climat planétaire. Ils rappellent d'ailleurs que l'été a été marqué par des événements climatiques extrêmes et que [l'année 2024 est en voie de devenir la plus chaude](#) jamais enregistrée.

À LIRE AUSSI

- [Le ministre de l'Environnement accuse des organisations écologistes de « mauvaise foi »](#)
- [Le gouvernement Legault incité à augmenter le prix de la pollution](#)
- [Pierre Poilievre exige des élections pour se débarrasser du décret sur le caribou](#)

« Si nous voulons réellement diminuer nos émissions de gaz à effet de serre de façon significative, on ne peut pas miser seulement sur un projet de la filière batterie : il faut mettre en place plusieurs projets structurels et collectifs qui touchent à l'ensemble des sphères de la société. Il est grand temps de donner un coup de barre si on veut réduire l'impact négatif des [changements climatiques](#) », soulignent les syndicats qui font partie du regroupement, dont la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec et le syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement provincial.

« Le gouvernement du Québec n'a aucune vision structurante de la transition écologique et il continue de se préoccuper davantage des profits des multinationales que de la protection de nos joyaux naturels et du bien commun », affirme pour sa part Louise Morand, du Regroupement Vigilance Énergie Québec.

« Âge de pierre »

Les groupes environnementaux lancent par ailleurs un appel à « transformer » le système économique actuel, afin de sortir de « cette logique nocive et dangereuse de croissance infinie ».

Parmi ces groupes écologistes, on retrouve Greenpeace Canada, une organisation qui a été accusée mercredi par le ministre de l'Environnement Benoit Charette [de vouloir ramener le Québec « à l'âge de pierre »](#) en plaidant pour une cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre « impossible ».

Par habitant, les émissions de gaz à effet de serre du Québec sont nettement plus élevées que ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement planétaire. Elles avoisinent aujourd'hui neuf tonnes par citoyen.

[Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#), les émissions moyennes par habitant, à l'échelle planétaire, devraient être réduites à deux tonnes pour espérer parvenir à respecter l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris, soit limiter le réchauffement à + 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. [Cette limite pourrait être dépassée d'ici 10 ans.](#)

[Et selon l'Agence internationale de l'énergie](#), les émissions mondiales doivent reculer de 80 % d'ici 2035, par rapport au niveau de 2022, pour les économies développées comme le Québec. Les pays développés doivent aussi devancer leur objectif global de

carboneutralité pour tendre vers le « net zéro » en 2045, d'après l'AIE. Le Québec espère atteindre la carboneutralité en 2050.

La cinquantaine d'organisations organise des manifestations le 27 septembre prochain dans différentes villes du Québec, dont Montréal, Québec et Sherbrooke. Cette date coïncide avec le cinquième anniversaire de [l'imposante manifestation pour le climat organisée en 2019](#) et à laquelle avait participé la militante Greta Thunberg.

Réagissant à la sortie publique des groupes, le cabinet du ministre Benoit Charette s'est voulu rassurant jeudi. « Nous avons bien reçu la demande du mouvement. Rappelons que le ministre Charette discute régulièrement avec les groupes environnementaux et qu'il a d'ailleurs rencontré une dizaine de groupes le 17 juin dernier, afin d'entendre leurs préoccupations », a-t-on fait valoir dans une réponse écrite.